

À L'ÉCOUTE DES SYNDICATS

Ils ont été entendus, hier après-midi, pendant plus d'une heure, par Michel Yahiel, Conseiller travail, emploi et protection sociale. Les syndicalistes CGT et FSU avaient bon nombre de revendications à énoncer au représentant de l'Etat. Réactions :

Richard Garro / CGT La Poste :

"Nous avons évoqué les suppressions d'emploi à La Poste. On nous dit que demain ça ira mieux, et que nous sommes dans une période intermédiaire. Ce discours, nous l'avons déjà entendu. Et il continuera tant que la politique ne sera pas en rupture avec le dogme libéral. Le danger de ne pas répondre aux attentes est la montée du FN. On en connaît des précédents historiques. Le président avait pris des engagements notamment celui de revoir le statut de La Poste, elle a été transformée en SA, et l'est toujours. La Poste supprime 10 000 emplois par an. Et ça continue. Dans le Département, près de 400 emplois sont menacés en 2013. Et 20 % au centre de courrier d'Arles. On attend le changement".

Giuseppe Ambrozio / EPC France (Saint-Martin)

"Notre plan social s'est fait hier (jeudi, ndlr). Nous, CGT nous le dénonçons. 72 emplois sont menacés. Le climat n'est pas serein. Près d'onze démissions ont été déposées après l'annonce de ce plan social. Et le taux d'absentéisme est fort. Si bien qu'on remplace les personnes par des intérimaires pour faire face l'importante charge de travail. Nous voulons une médiation avec les services de l'Etat et pas un plan social au rabais".

Serge Bonutti / Conserve France (Tarascon)

Deuxième plan social, 44 emplois concernés. J'appelle ça un plan de sabotage de l'emploi. A terme, la fermeture est inéluctable. Il faut arrêter l'hémorragie. J'aimerais que le gouvernement se penche sur l'embauche d'intérimaires étrangers payés en dessous du SMic. Il faut une intervention de l'Etat ferme".

Marcel BOUALAM / CGT des agents territoriaux

"On dénonce une baisse des dotations des communes, qui traduirait une baisse de personnel. Mais aussi, le transfert de charge, la mise-en-place forcée de la métropole, la précarité. Cela manque de concertation avec les syndicats. On espère aussi que nos indices soient réévalués, ils sont gelés depuis quatre ans".

Claire BILLÈS, / secrétaire FSU

"Nous avons premièrement fait un point d'information sur les relations inexistantes que nous avons avec le sous-préfet. Nous avons toujours été reçus par ces représentants de l'Etat, précédemment. Mais, nous avons surtout axé notre rencontre sur l'éducation, et les élèves de premier et second degrés. Afin qu'ils aient classe et soient aidés dès que le besoin s'en fait sentir. Le remplacement des enseignants est également un problème en pays d'Arles. Rythmes scolaires et retraites ont également été évoqués, ainsi que l'absence de maître G, qui permet de détecter les difficultés des élèves".

François Tejedor / secrétaire départemental CGT :

"Nous avons rappelé au Conseiller, les attentes de la population. Que le changement tardait à arriver, et que les dossiers présentés exigeaient d'un président des actes de courage. Mais, aussi que la CGT l'a aidé à battre Sarkozy".